



Karine Trottein

Conseillère municipale déléguée

Alimentation
et restauration scolaire

**Les élu.e.s
communistes
de Lille**



Intervention sur le Rapport égalité femmes-hommes au sein des services municipaux - 1/2

Au nom du groupe communiste, je souhaite remercier Alexandra Lechner et Martin David-Brochen pour la présentation annuelle de ce rapport sur l'égalité professionnelle entre femmes et hommes, agentes et agents de notre commune.

Nous saluons **les efforts engagés et les progrès réels observés** au sein des effectifs de notre commune. Mais il est important de rappeler que l'égalité entre les femmes et les hommes, tout comme l'éducation et la sensibilisation qui la servent, relèvent d'**enjeux sociétaux profondément ancrés**. Ce sont des combats de long terme, qui exigent constance et ambition collective.

Nous le savons toutes et tous, depuis 11 jours, **le 10 novembre à 11h31** exactement, les femmes travailleront gratuitement jusqu'à la fin de l'année. Bien évidemment, cette donnée n'est qu'un décompte symbolique.

Cependant, « Il ne reste à la France plus que quelques mois pour transposer la directive européenne sur **la transparence des rémunérations** », titré mercredi le journal *l'Humanité* dans un article. Autant vous dire que celle-ci, nous l'attendons de pied ferme.

Dans cet article, l'association pour l'emploi des cadres (APEC) soulignait d'ailleurs que **le niveau d'écart de rémunérations entre les femmes et les hommes** suit une courbe déprimante. Il s'agit plutôt d'une ligne droite vaguement inclinée, qu'une courbe, d'ailleurs : chez les cadres, à poste égal et situation égale, l'écart est de 6,8% en 2025 contre 6,9% en 2024.

Pour précision, **le texte européen voté en 2023** entend obliger les directions des entreprises à informer les salariés de la rémunération moyenne des personnes occupant des postes équivalents ou, le cas échéant, à justifier les différences. Quant aux entreprises de plus de 250 salariés, elles devront produire chaque année un rapport sur les inégalités salariales entre les femmes et les hommes.

Tout ceci est donc prévu en France dès juin 2026.

Pourquoi évoquer ce sujet en préambule de mon propos, c'est bien pour souligner **l'énorme retard pris par la France** vis-à-vis d'autres voisins européens, à l'exemple de la Suède ou l'Irlande.

Par obligation, **les collectivités locales**, elles, y sont déjà soumises depuis plus de 10 ans. Ma lecture du rapport a été très attentive. Si nous en saluons les progrès, nous constatons que **la ville de Lille n'échappe malheureusement pas aux difficultés rencontrées par les femmes** en général dans notre société, et le temps partiel est le premier exemple.

Le 9 décembre dernier, lors du précédent rapport, mon collègue Eddie Jacquemart concluait son propos par ces mots : « Nous sommes sur **la bonne voie**, la ville de Lille peut être exemplaire en la matière ».

Néanmoins, si nous voulons renforcer nos services publics, il nous faut **les moyens d'agir**. Cela passe d'abord par la capacité à recruter et à fidéliser des fonctionnaires dont les rémunérations ont stagné plusieurs décennies sous l'effet du gel du point d'indice.

Pour accompagner la formation, la montée en compétences et la prise de responsabilités, encore faut-il que les collectivités territoriales aient les moyens de mettre en place des outils pour **accompagner les parcours professionnels**.





Karine Trottein

Conseillère municipale déléguée

Alimentation
et restauration scolaire

**Les élu.e.s
communistes
de Lille**



Intervention sur le Rapport égalité femmes-hommes au sein des services municipaux – 2/2

Les défis sont nombreux pour promouvoir les évolutions de carrière, garantir la conciliation entre les vies professionnelles et personnelles, ou encore lutter contre les stéréotypes de genre qui assignent les femmes et les hommes à certains métiers plutôt qu'à d'autres. Rien de tout cela ne peut reposer uniquement sur la bonne volonté locale.

Puisque le débat national est en cours au Parlement, nous le redirons jusqu'à ce que ce soit entendu : pour que nos communes puissent tenir leur rôle, **pour que nos services publics demeurent un levier d'égalité et d'émancipation**, l'État doit prendre ses responsabilités et opérer de véritables choix politiques.

Ce sont ces choix qui permettront d'assurer **un haut niveau de service public**, et un haut niveau pour celles et ceux qui le font vivre chaque jour.

C'est à cette condition que nous pourrons **faire de la ville de Lille un exemple durable de progrès et d'égalité**, pour que d'autres collectivités territoriales, et mêmes les entreprises privées, lui emboîtent le pas.

Enfin, pour finir par le hasard du calendrier, la présentation de ce rapport intervient à un moment important de l'agenda des mobilisations, **la Course contre les violences faites aux femmes** a lieu ce soir à Lille. Une **manifestation** est également organisée demain, à l'appel des associations féministes, pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles, et soutenir les victimes. Et dans quelques jours, nous serons **le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes** instaurée par l'ONU.

Autant de rendez-vous qui nous rappellent que **l'égalité professionnelle ne peut être dissociée du combat plus large** contre toutes les formes de violences et de discriminations, partout dans le monde.





Valentin Martin

Adjoint au Maire

Sport

Les élu·e·s
communistes
de Lille

Intervention sur le Rapport développement durable

Permettez-moi d'intervenir au nom des élu·s communistes dans ce **débat autour du rapport de développement durable**. Vous le savez, nous communistes, avons pour boussole en politique une ligne de conduite que l'on pourrait résumer ainsi : « A chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

C'est **notre conception de la justice** en matière sociale, en matière fiscale et la transition énergétique et le développement durable n'y font pas exception.

Sur une planète, où les 0,1% les plus riches émettent 400 fois plus de Co2 que les 50% les plus pauvres, on le voit bien, la question de la **justice** est posée, tout comme celui de l'impact de **l'accumulation capitaliste sur notre environnement**.

Dans ce monde qui continue d'aller dans le mur, puisque les émissions de gaz à effet de serre mondiales ont encore continué de progresser cette année, **les collectivités ont cependant leur rôle à jouer** pour limiter autant que faire se peut les impacts du dérèglement climatique, pour s'y adapter et pour répondre au mieux aux injustices et inégalités qui en découlent.

Oui, à l'échelle de la ville, notre rôle est de prendre largement notre part à **ce combat pour la limitation du dérèglement climatique** en atteignant au plus vite la **neutralité carbone**. La réduction entre 2019 et 2024 de près de 10 000 tonnes de Co2 montre l'engagement considérable de notre ville en la matière.

Oui, **notre rôle est d'aider plus ceux qui ont moins** et qui pourtant sont à la fois les moins responsables de ce dérèglement climatique et ceux qui y sont les plus exposés.

Sur ce point, je ne reprendrai pas l'ensemble des actions mis en avant dans ce rapport, mais je tenais à saluer particulièrement le travail réalisé pour construire du **logement social à Lille**, pour lutter contre l'habitat indigne, pour permettre la rénovation thermique des logements, notamment des quartiers anciens.

Il en va de même pour notre action pour proposer une **restauration scolaire** abordable et de qualité avec une progression considérable de la part des **produits bio ou locaux**.

A Lille, **la neutralité carbone ne sera pas neutre socialement, ni politiquement**.

Si à l'échelle de la Ville nous allons donc dans la bonne direction, beaucoup reste à faire et beaucoup dépend notamment de la Métropole Européenne de Lille. Nous pensons évidemment à **la question des transports**.

Nous nous félicitons de l'abandon de la ZFE qui était en l'état une mesure d'exclusion sociale, et nous continuons de penser qu'il faut prendre le problème à l'envers, c'est-à-dire **proposer de véritables alternatives à la voiture** par le développement de transports en commun fiables et de qualité.

Oui, **la gratuité des transports en commun et leur développement** sont plus que jamais à l'ordre du jour.

Voilà une belle et grande mesure qui nous permettrait de **passer un nouveau cap** tant matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre que de justice sociale.





Eddie Jacquemart

Conseiller municipal délégué

Education populaire -

Accès aux vacances et loisirs

**Les élu·e·s
communistes
de Lille**



Débat et rapport d'orientations budgétaires 2026 - 1/2

Au nom des élu·es communistes, je veux tout d'abord saluer la construction de ce budget 2026, particulièrement symbolique puisqu'il s'agit du **dernier budget du mandat**. Il est le fruit d'un travail mené par les agents des services et par les élus : merci pour votre implication.

Ce travail est d'autant plus remarquable qu'il s'effectue cette année encore dans **le brouillard, celui du Projet de loi de finances** qui déterminera le budget de l'Etat, mais aussi celui des collectivités territoriales — et ça on le sait déjà —, qui seront lourdement affectées.

On le sait, car nous connaissons la trajectoire budgétaire du Gouvernement, qui se traduit par une austérité de plus en plus lourde sur nos épaules. **La baisse des dotations pour les collectivités territoriales** pèse directement sur notre capacité à maintenir nos services publics et à investir pour l'avenir.

En ce qui concerne le budget 2026 de notre ville, **les dépenses de fonctionnement** présentent une hausse contenue de +0,6 %. Les dépenses de personnel progressent plus vite, essentiellement du fait de la revalorisation de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (ou CNRACL), du point d'indice et du GVT (Glissement Vieillesse Technicité) de nos effectifs. Et je veux insister sur ce point : ce qu'on nous présente bien souvent comme un "coût", c'est en réalité **la reconnaissance du travail des agents municipaux**, ces femmes et ces hommes qui font vivre nos services publics. Leur offrir de meilleures conditions de travail et de rémunération est évidemment nécessaire.

Les **recettes**, elles, stagnent : +0,2 %. Le résultat, c'est un équilibre rendu possible par une maîtrise très fine des dépenses et de l'emprunt.

Et pourtant, malgré ce contexte contraint, notre Ville choisit d'avancer, par **un programme d'investissement ambitieux de 151 millions d'euros** qui serviront notamment pour deux nouvelles piscines, la rénovation du Musée d'Histoire Naturelle, un nouveau groupe scolaire, la rénovation urbaine et la modernisation de l'éclairage public, mais aussi pour la rénovation énergétique et les espaces verts.

Nous maintenons également **un soutien fort au tissu associatif, aux actions de solidarité et à l'éducation populaire**. Ces projets sont utiles : ils répondent aux besoins réels des habitants, renforcent la cohésion sociale et préparent concrètement la transition écologique.

Enfin, notre Ville présente **une capacité de désendettement positive** : inférieure à la durée de vie de la dette, elle montre que l'épargne que nous dégageons permettrait de rembourser la dette plus rapidement qu'elle ne court. C'est un point de solidité, mais un point de solidité fragile, menacé par les revirements possibles du budget national.

Mais permettez-moi, maintenant, de prendre un peu de hauteur. Car si nos budgets sont sous tension, c'est **le résultat d'un modèle national où l'argent existe**, mais où il est capté par une minorité d'ultra-riches que l'Etat continue de ménager.

Chaque année, **211 milliards d'euros d'aides publiques sont versés aux entreprises**, sans contrôle, sans transparence, sans contrepartie. Pendant ce temps, **les collectivités se voient demander l'effort**, encore l'effort, toujours l'effort.





Eddie Jacquemart

Conseiller municipal délégué

Education populaire -

Accès aux vacances et loisirs

**Les élu.e.s
communistes
de Lille**



Débat et rapport d'orientations budgétaires 2026 - 2/2

Et dans le même temps, le débat budgétaire national a mis en scène, ces dernières semaines, des propositions indécentes. Car oui, ils ont osé proposer le gel des prestations sociales et le gel des pensions, la hausse des franchises médicales ou encore la suppression des APL pour les étudiants non-européens... Comme si l'austérité devait toujours peser sur les mêmes : les travailleurs, les retraités modestes, les familles, les jeunes, les malades.

Le pays compte aujourd'hui bien trop de pauvreté et d'inégalités. On entend déjà le bruit d'une tronçonneuse sociale qui s'attaque aux branches les plus fragiles de l'arbre républicain : la solidarité, la dignité, l'égalité.

Nous, nous appelons à prendre un autre chemin : défendons un service public fort, un investissement élevé, et une Ville qui répond aux besoins de toutes et tous. Et pour cela, en protégeant nos agents, en soutenant les habitants, en refusant de sacrifier l'avenir sur l'autel de l'austérité à tout va.

Le budget 2026 de la Ville de Lille s'inscrit dans la continuité de ce mandat. Il est responsable, il est utile, et il est socialement indispensable. Mais il est aussi fragile. Et cette fragilité ne vient pas d'ici : elle vient d'un modèle national qui préfère protéger les grandes fortunes plutôt que les collectivités et leurs habitants.

